

« On a besoin d'une vision à moyen terme »

Recueilli par Xavier Sota, x.sota@sudouest.fr



Sur 7 500 permis autorisés, 2 500 sont en cours de réalisation en Gironde. «Un cataclysme », selon Thierry Leblanc. - ARCHIVES LAURENT THEILLET / SO

Réunir entreprises et acteurs publics de l'État pour dégager une vision, c'est l'objet des Assises du bâtiment à Latresne. Thierry Leblanc, président de la Fédération du bâtiment Gironde, fait le point

C'est une première. Aujourd'hui, à Latresne, la Fédération du bâtiment 33 organise ses assises. L'occasion de mettre autour de la table tous les acteurs d'une filière qui traverse un gros trou d'air. Entreprises et pouvoirs publics vont échanger et tenter de trouver des issues à la crise autour de plusieurs thématiques : commande publique, zéro artificialisation nette (ZAN), logement neuf, rénovation énergétique et un plateau multiconfessionnel, avec notamment Christine Bost, présidente de la Métropole, Samuel Barreault, directeur régional des Finances publiques, Renaud Laheurte, directeur départemental des territoires et de la mer... Thierry Leblanc, président de la Fédération du bâtiment Gironde, fait le point.

Pourquoi organiser ces premières assises du bâtiment ?

On constate un décalage important entre le monde politique, les entreprises, les différents acteurs. On ne se comprend pas toujours : permis de construire, ZAN, commande publique... tout le monde avance de son côté et ça manque parfois de bon sens. Nous compris, chacun campe sur ses positions au lieu de se mettre d'accord, ça nous divise et nous éloigne. Entre une vision politique et une vision opérationnelle, il y a des différences. L'idée est de mieux se comprendre.

La filière bâtiment est frappée de plein fouet par la crise ?

Le logement collectif et neuf souffre beaucoup. On assiste à de gros décalages : sur 7 500 permis autorisés, on en a 2 500 en cours de réalisation. En 2019, sur 9 300 permis accordés, 9 100 étaient en construction. C'est un cataclysme pour la profession, on a quasiment divisé notre activité par quatre. Le logement collectif neuf en Gironde, c'est 40 % de l'activité du bâtiment et 12 000 salariés... Pour le volet entretien rénovation, il y a du travail. On est à 3,6 % de hausse, mais ça ne compense pas les pertes sur les logements neufs.

Le plan d'urgence logements de la Métropole (35 millions d'euros), c'est positif ?

Les bailleurs sociaux avaient besoin d'oxygène pour lancer certains programmes avec un volet aménagement. Ça va permettre de ne pas bloquer et de débloquer un certain nombre de dossiers, c'est une très bonne chose dans la période.

Vous manquez de perspectives ?

Nous avons besoin d'une vision à moyen terme. Les normes s'empilent : la rénovation énergétique, le label frugal, aboutissent à des blocages. Tout le monde veut des bâtiments plus performants, nous les premiers. On réagit à chaud sans perspective à long terme. À l'image de ce qui se passe avec l'eau : on parle d'économie d'eau, mais le réseau perd 20 % de son eau à cause des fuites. C'est absurde. On parle de la ZAN : sur le papier, on le comprend mais dans les faits, les fonciers disponibles vont devenir de plus en plus chers, les prix vont s'embraser. On a 18 000 nouveaux habitants en Gironde chaque année, comment on les loge ? Le sujet, c'est l'aménagement du territoire, on ne l'a pas, ni au niveau national, régional ou départemental. Nous avons besoin d'une vision à long terme d'aménagement, on définit des zones à industrialiser, de logement, et on le grave dans le marbre pour quelques années.



Thierry Leblanc, président de la Fédération nationale du bâtiment Gironde. - ARCHIVES SO